
Des ressources naturelles pour quel(s) développement(s) ?

I. ETAT DES LIEUX : SURCONSOMMATION DES RESSOURCES NATURELLES ET ACCROISSEMENT DES INEGALITES

1. Un modèle économique et financier dominant

Hérité de la Révolution industrielle, le modèle de développement actuel est essentiellement économique : son but premier est la réalisation de profits – principalement à court terme. Il met au second plan les aspects sociaux, environnementaux et culturels, en particulier le respect des droits humains et la gestion soutenable des écosystèmes. Qu'elles servent de matières premières pour les produits, de moyen de production ou de source d'énergie, les ressources naturelles sont au cœur de ce système.

Malgré la prise de conscience, depuis les années 70, des limites physiques des ressources, la recherche de la croissance économique et des profits reste la priorité. Ce modèle, basé sur une conception illimitée des ressources, a pour principaux travers :

- la surexploitation, voire la destruction – parfois irréversible – du capital écologique (qui est comptabilisée positivement, puisqu'elle permet une hausse du PIB ¹) ;
- la spécialisation internationale de nombreux Etats, notamment du Sud, qui deviennent extrêmement dépendants de quelques productions d'exportation (produits agricoles, coton, pétrole, gaz, bois, diamants, etc.) au détriment de la diversification de leur économie et des tissus économiques locaux ;
- la fixation inéquitable des prix des ressources naturelles, décidée par un rapport de force rarement équilibré (notamment entre petits producteurs agricoles et multinationales dominant les marchés mondiaux) ;
- la financiarisation croissante de l'économie, de plus en plus déconnectée de l'économie réelle ancrée dans des territoires, et aggravant de manière exponentielle les risques de volatilité des prix et de spéculation. Par exemple, le baril de pétrole est aujourd'hui échangé et vendu 80 fois avant même d'avoir été produit ;
- la marchandisation de toutes les sphères des activités humaines et de toutes les ressources naturelles, qui permet d'accroître le PIB : privatisation de l'eau, de l'énergie, des terres, des ressources naturelles, des services publics (santé, éducation, sécurité, etc.), marchandisation des relations sociales et même des corps humains. Et plus récemment, avec la lutte contre les changements climatiques, une marchandisation de l'atmosphère ;

Cette marchandisation a pour corollaire une gestion à l'échelle mondiale des flux migratoires au profit des besoins des multinationales, au détriment des choix individuels de chacun, engendrant la mise en place de programmes de travail temporaires et par là même la précarisation et l'instrumentalisation des personnes ;

- la faible intégration dans ce modèle économique des impératifs d'égalité sociale, de lutte contre la misère, de respect des droits humains. Les innombrables déclarations et engagements généreux en la matière sont largement non contraignants, et rarement respectés.

¹ Exploiter une ressource permet de la vendre, générant un chiffre d'affaires qui est comptabilisé dans le PIB, et est donc présenté de manière positive. Si cette exploitation dégrade la santé des travailleurs, cela génère des dépenses de santé, donc un chiffre d'affaire du secteur médical, lui aussi comptabilisé positivement dans le PIB.

Dans cette logique économique et financière, le pouvoir est principalement lié à la possession des capitaux. La maîtrise des ressources qui alimentent ce modèle de développement, est un enjeu d'autant plus crucial qu'elles sont rares et donc prisées par le marché. La responsabilité des acteurs économiques (personnes physiques et morales) et des décideurs politiques dans la gestion des ressources naturelles est donc clairement identifiée. Cette responsabilité, au-delà d'être économique, doit être sociale et environnementale, impliquant la nécessité de rendre des comptes sur les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités et de celles de leurs filiales, ou encore de prendre des mesures raisonnables pour identifier et prévenir toute violation des droits humains et environnementaux.

2. Un modèle de surconsommation illimitée

Le modèle illimité engendre surproduction et surconsommation surtout dans les pays industrialisés et émergents, mais aussi de manière croissante parmi les élites des pays du Sud. En conséquence, le gaspillage s'aggrave d'année en année, tant au niveau de la production que de la consommation, et ceci malgré une prise de conscience concrétisée par des efforts de réutilisation et de recyclage (en particulier pour les déchets ménagers et certains déchets industriels).

Ce phénomène commence également à atteindre les populations pauvres, en raison notamment des efforts publicitaires déployés pour promouvoir l'hyper consommation comme un modèle de vie. Les budgets des populations à faibles revenus traduisent parfois une consommation déséquilibrée, c'est-à-dire une consommation qui ne permet pas la satisfaction de tous les besoins essentiels mais qui fait la part belle à des produits encensés par les publicités et le plus souvent importés. Ainsi, s'il est normal que le téléphone portable corresponde à un besoin important dans des pays où les infrastructures de communication n'offrent que cette possibilité, il n'est pas rare de trouver des utilisateurs munis d'appareils dernier-cri et très sophistiqués.

Ce rôle de la publicité se mesure par exemple, au Nicaragua, dans l'apparition de financements privés destinés à des secteurs habituellement à la charge de l'Etat avec pour contrepartie la mise à disposition d'espaces gratuits, tels que l'entretien d'une école en échange d'un affichage permanent sur les murs de l'établissement.

Il en va ainsi :

- de l'énergie : la consommation par habitant dans les pays riches ne cesse d'augmenter tandis que les besoins fondamentaux en énergie ne sont pas assurés pour 2 milliards de personnes ; pour assurer l'approvisionnement énergétique illimité d'une part minoritaire de la population humaine, des milliards de tonnes de pétrole, de charbon et de gaz naturel sont brûlées chaque année, renvoyant dans l'atmosphère autant de gaz à effet de serre dont tous doivent souffrir les conséquences ;
- du papier, dont la consommation ne cesse d'augmenter. La pâte à papier est issue de l'exploitation des forêts et, de manière croissante, de plantations intensives de monocultures d'arbres, mettant à mal une biodiversité pourtant nécessaire à l'équilibre des écosystèmes et aux conditions de vie des populations riveraines des forêts ;
- des matières premières minérales : par exemple le coltan, utilisé pour la fabrication de nos téléphones et ordinateurs portables, et dont l'utilisation s'est généralisée en quelques années ;
- des agrocarburants : ils connaissent un boom exponentiel depuis une décennie. La décision de l'UE d'incorporer 10% d'énergies renouvelables dans le carburant routier d'ici 2020² impose une hausse insoutenable de la production de cette filière ;
- de l'alimentation, en particulier viande et produits de la mer. 30% des produits alimentaires sont jetés sans être consommés, mais c'est pire encore pour la pêche : pour 1 kg de crevettes consommées, 10 kg sont pêchées et rejetées en mer ;
- de l'eau : un Californien consomme 4500 litres d'eau potable par jour, un Parisien 240, quand la moyenne mondiale est à 40 litre par jour par personne, l'Afrique à 30 et Haïti à 20.

² Paquet énergie-climat, décembre 2008

Le modèle de surconsommation illimitée est devenu un cercle vicieux frôlant l'absurde :

- hausse du nombre de voitures -> plus d'embouteillages -> pressions pour de nouvelles infrastructures routières -> hausse du nombre de voitures -> plus d'embouteillages ... En France, une voiture en ville roule désormais à 15 km à l'heure de moyenne, soit la vitesse d'une calèche à cheval au XIX^{ème} siècle !
- explosion de la consommation d'énergie dans les bâtiments depuis des décennies -> changements climatiques donc hausses des températures -> explosion de la climatisation pour rafraîchir les bâtiments -> hausse de la consommation d'énergie dans les bâtiments -> changements climatiques aggravés...

Ce modèle génère des gaspillages monstrueux, en pure perte. On estime ainsi pouvoir économiser jusqu'à 40% des énergies primaires ³ utilisées dans le monde à l'horizon 2050, rien qu'en traquant systématiquement les gaspillages⁴.

Il génère également des fausses solutions qui ne font qu'aggraver les problèmes existants : les agrocarburants sont emblématiques de cette fuite en avant. Plutôt que de réduire la surconsommation de transport routier à la racine de son impact climatique, a été promue la « solution » en bout de chaîne des agrocarburants, développés en plantations mono-intensives. S'ils remplacent une fraction du pétrole dans les pays riches, ils n'améliorent pas l'indépendance énergétique de ces derniers puisqu'ils sont massivement importés, leur bilan climatique est au mieux médiocre voire négatif, et leur modèle agricole intensif n'est pas durable. Plus grave encore, ils génèrent de nouveaux impacts désastreux : une hausse des prix alimentaires, l'accaparement de terres agricoles vivrières, des conflits fonciers, une perte de biodiversité, ... La logique du « produire plus pour consommer plus », caractéristique de ce modèle économique, perdure et augmente les risques.

II. LES CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE CE MODELE

Depuis deux décennies, les pays émergents mettent les bouchées doubles pour réduire l'écart économique avec les pays industrialisés : Chine, Inde, Brésil surtout, et également Afrique du Sud, Indonésie, etc. Dans ces pays, l'explosion de la richesse des élites et l'avènement d'une certaine classe moyenne génèrent une hausse significative de la consommation. Dans le cas particulier de la Chine, son positionnement comme atelier mondial génère en outre des importations massives de ressources naturelles pour réexporter tout aussi massivement des produits transformés à bas prix, principalement vers les pays riches.

La période où les ressources naturelles étaient jugées inépuisables est dépassée. La hausse constante de la consommation des pays riches additionnée à la récente consommation des pays émergents (en hausse très forte) génère une tension croissante sur la disponibilité des ressources naturelles.

Les trois principales conséquences sont les suivantes :

1. Une course vers le bas en termes sociaux et écologiques

Le « moins-disant » social et écologique est adopté chaque fois qu'il permet d'augmenter les profits des multinationales. Il en va ainsi des délocalisations dans les pays où les réglementations sociales et environnementales sont moins développées et respectées. Cette course vers le bas se double d'une

³ L'énergie primaire est l'énergie disponible avant toute transformation (bois, pétrole, vent, etc). Si elle n'est pas utilisable directement, elle doit être transformée en énergie secondaire, puis en énergie finale utilisable par le consommateur. Chaque transformation consomme de l'énergie et génère des pertes : une énorme partie de l'énergie primaire est ainsi perdue (40 à 90%). Exemple : le charbon (énergie primaire) utilisé dans une centrale thermique pour produire de la vapeur d'eau (énergie secondaire) utilisée pour produire de l'électricité (énergie finale)

⁴ De Perthuis Christian, *Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique*. Paris : Pearson, 2009, p. 182.

aggravation des conditions de vie des populations vulnérables qui sont souvent moins informées et conscientisées par rapport aux risques sociaux et environnementaux qu'elles prennent quotidiennement dans le cadre de leur travail. Le concept de « travail décent » a été forgé par l'[Organisation internationale du travail](#) (OIT) afin de garantir des moyens suffisants pour satisfaire les besoins humains essentiels, respecter la liberté d'organisation, bénéficier du droit à la protection sociale et construire le dialogue social. Il est cependant loin d'être généralisé dans les pratiques.

Ainsi, pour prendre l'exemple des agro-carburants, selon les Nations Unies, 60 millions de personnes pourraient être déplacées de force pour développer des monocultures intensives qui, par ailleurs, encouragent la déforestation et la dépendance alimentaire envers d'autres Etats. .

Résultat de cette course vers le bas, les dégradations de l'environnement s'accroissent : destruction d'écosystèmes pour l'exploitation des industries extractives, surexploitation de la biodiversité pour les industries chimiques, exploitations forestières illégales en RDC, Birmanie ou Indonésie, surconsommation et pollution de l'eau, etc.

Ainsi, l'entreprise Total, première entreprise française par son chiffre d'affaires et son bénéfice, continue de pratiquer le torchage du gaz au Nigéria. Ce gaspillage intégral du gaz associé aux poches de pétrole convoité a des impacts sanitaires, socio-économiques et écologiques dévastateurs, là où 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Il est illégal depuis la loi nigériane de janvier 1984 ; il a été condamné en 2002 par la Commission Africaine des Droits de l'Homme, et à nouveau en 2008 par la Cour Suprême du Nigéria. En 2009, il se poursuit toujours.. La corruption et la gouvernance chaotique du Nigéria ne permettent pas au système judiciaire nigérien de faire respecter la loi nigériane ; les vides juridiques du droit international ne permettent pas d'obliger les multinationales occidentales à respecter le droit nigérien.

2. Une course aux ressources naturelles

La tension croissante sur la disponibilité des ressources naturelles dans le monde les transforme en objets de convoitises. Les ressources naturelles sont devenues source de conflits sociaux ou armés. Il semble que tous les moyens sont permis pour s'accaparer les ressources, jusqu'à la militarisation et la guerre.

Ces conditions peuvent aggraver la violation des droits humains et des libertés des citoyens dans des régimes peu démocratiques. C'est le cas de l'Afrique centrale, du pétrole au Soudan exploité par la Chine ou au Nigeria par les *majors* occidentales ; c'est le cas des milices en Azerbaïdjan pour protéger les compagnies occidentales, ou de la guerre unilatérale des Etats-Unis en Irak, qui dispose des 2èmes réserves mondiales de pétrole. Le cas de la République démocratique du Congo illustre tous ces aspects, entre bradage des ressources par la négociation de contrats léonins et guerre à l'Est, région riche en minerais convoités (or et en coltan). Le pétrole tchadien, financé notamment par la Banque mondiale dans son « projet modèle de développement » (l'oléoduc Tchad-Cameroun), permet aujourd'hui à la dictature de renforcer son emprise sur le pays et de financer des guérillas risquant de déstabiliser toute la sous-région. L'exploitation illégale des ressources permet souvent aux conflits de perdurer, entre autres par le financement des trafics d'armes.

Une part importante de ces matières premières est extraite du sous-sol des pays en développement. Ces derniers n'en bénéficient cependant quasiment pas pour plusieurs raisons :

- Poussé par les investisseurs, et très souvent les institutions financières internationales, le pays peut se spécialiser dans l'exportation d'une ressource principale, au détriment de pans entiers de son économie. C'est la célèbre « maladie hollandaise » connue depuis longtemps pour le pétrole ;
- la ressource naturelle est très souvent exportée vers d'autres pays où se déroulent les activités de transformation à forte valeur ajoutée (par exemple le minerai de bauxite transformé en aluminium) ;
- la faiblesse ou la non redistribution de la rente tirée d'une ressource naturelle a elle-même de nombreuses causes : spéculation sur les cours et volatilité des prix, faiblesse des institutions nationales et locales, corruption, absence de système judiciaire crédible, politiques commerciales et d'investissement renforçant la position des firmes transnationales, etc.

3. Des conséquences climatiques désastreuses, surtout au Sud

Les dégradations causées à la planète, et en particulier le réchauffement planétaire⁵, ne sont que la conséquence de la gestion des ressources naturelles : près de 60%⁶ des émissions de GES dans le monde sont causées par l'exploitation de ressources énergétiques non-renouvelables, à savoir les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) que la Terre a mis des centaines de millions d'années à fabriquer.

Par ailleurs, près de 20%⁷ des émissions de GES sont liées au déboisement, qui a 3 causes principales :

- l'exploitation forestière (souvent illégale et sans bénéfices pour les populations locales) ;
- la grande exploitation agricole : défricher et créer de nouvelles terres agricoles pour les agrocarburants (palmier à huile, Indonésie et Malaisie), le soja (Argentine, Brésil), les plantations de monocultures d'arbres (eucalyptus, Uruguay) : dans les trois cas, il s'agit de monocultures intensives essentiellement orientées pour l'exportation vers les pays riches ;
- la pauvreté, due à la répartition inégale des ressources et des revenus, qui pousse les petits paysans, privés de leurs terres par les grands propriétaires et les monocultures, à rogner sur les forêts pour assurer leur survie. Dans certains pays (Haïti, Burundi), cela détruit à grande vitesse les dernières ressources forestières pour assurer l'approvisionnement en bois de chauffe, seule source d'énergie accessible pour une partie importante de la population.

Le réchauffement planétaire affecte toutes les ressources naturelles renouvelables. Qu'il s'agisse de l'eau, de l'air, de la terre, ou de la biodiversité (animaux et végétaux), une hausse des températures de l'atmosphère et des océans modifie le fonctionnement des écosystèmes. Dans bien des cas, les altérations causées à l'environnement sont irrémédiables, et ont un impact direct sur le vivant, humain, végétal et animal. Il y a donc une spirale vicieuse entre la surexploitation des ressources et le réchauffement de la planète, d'autant plus vicieuse que de nombreux liens existent entre l'environnement, la pauvreté et les conflits.

Les pays du Sud, et en particulier les pays les moins avancés, sont les plus vulnérables aux changements climatiques. Le dernier rapport du GIEC (2007) prévoit en particulier une modification dans la répartition des précipitations : un accroissement des ressources disponibles dans les zones tropicales et aux hautes latitudes, et dans les zones de basse latitude et dans les zones semi-arides, une diminution des ressources disponibles et une accentuation de la sécheresse. Les régions d'Afrique sahélienne, d'Afrique du Nord et de l'Est en seront particulièrement affectées.

Les scientifiques du GIEC prévoient également une intensification et une augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes (sécheresses, canicules, fortes pluies et tempêtes). En conséquence, la majorité des activités économiques primaires (la pêche, mais aussi l'agriculture, qui concerne 80% de la population au sud) et secondaires (activités de transformation et commerce) seront touchées, rendant ceux qui n'ont pas la capacité de se protéger (ou de s'adapter) encore plus pauvres, aggravant les inégalités. Le réchauffement climatique aura également des conséquences sanitaires graves (expansions de maladies telles que le paludisme, épidémies).

Enfin, les déplacés environnementaux, obligés de migrer à cause de la dégradation de leur environnement (hausse du niveau de la mer, avancée du désert, assèchement d'un lac, etc) sont estimés à 200 millions de personnes à l'horizon 2050 par les Nations Unies.

La brutalité de ces bouleversements risque d'être extrême : elle mettra sous pression les systèmes de

⁵ La Terre a entamé un processus irréversible de réchauffement de son atmosphère et de ses océans. L'effet de serre est un processus naturel qui retient la chaleur solaire et régule la température de la terre. Il est aujourd'hui prouvé qu'il est accentué par l'augmentation de la concentration de gaz d'origine humaine dans l'atmosphère, et en particulier de dioxyde de carbone.

⁶ Les émissions de CO² provenant des combustibles fossiles s'élèvent à 56,6% du total des émissions totales de GES anthropiques de 2004. (GIEC, 2007 : *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (publié sous la direction de~)]*. GIEC, Genève, Suisse, p.5

⁷ 17,3% des émissions totales de GES anthropiques de 2004 sont liées au « déboisement, à la décomposition de la biomasse, etc. », selon les mêmes sources. (p.5)

gouvernance internationaux, nationaux et locaux, en risquant de dynamiter les institutions les plus fragiles, amoindissant encore la capacité de réponse à ces nouveaux défis. Le cercle vicieux est bouclé : la déstabilisation du climat va encore aggraver les inégalités sociales.

La responsabilité historique des pays riches a été calculée : selon l'étude de Stern ⁸ (2006), l'Europe est responsable de 31% des émissions mondiales totales, les Etats-Unis de 27%. En émissions cumulées par habitant (1751-2006), le Royaume-Uni est responsable de 23% des émissions, les Etats-Unis de 21%, l'Allemagne et le Canada de 15% chacun, alors que la Chine et l'Inde sont responsables ... de 1% chacune (Hansen, 2007). Le concept de dette climatique est apparu pour faire payer aux pays industrialisés, les plus émetteurs, les coûts subis par les pays du Sud, peu émetteurs par habitant. Parallèlement, a émergé une approche (les *Greenhouse Development Rights*) proposant une répartition de la facture climatique fondée sur le droit au développement, approche fondamentale en terme d'équité. Chaque Etat doit fournir une contribution financière dépendant de deux critères : responsabilité (émissions totales de GES par habitant) et capacité (PIB par habitant corrigé des parités de pouvoir d'achat). Les populations disposant d'un revenu inférieur à 7500 dollars par habitant par an sont volontairement exclues de l'obligation de payer, afin de ne pas grever leurs droits et besoins fondamentaux. Dans cette approche, les pays industrialisés doivent fournir plus de 70% des financements nécessaires à la lutte contre les changements climatiques.

III. DES CHANGEMENTS A ENGAGER

Les ressources naturelles sont indispensables à toute activité humaine. Matières premières pour les produits, moyen de production dans les industries ou source d'énergie, elles alimentent le fonctionnement de notre système. L'exploitation des ressources, accélérée depuis la Révolution Industrielle, et plus encore au 20^{ème} siècle, est insoutenable et s'apparente à une surexploitation à court terme qui mène au suicide de l'humanité.

Le réchauffement planétaire et les changements climatiques sont une conséquence parmi d'autres de la surexploitation des ressources. Une spirale vicieuse s'est donc installée en conséquence de l'absence de prise en compte de l'environnement dans le modèle économique dominant.

Il est temps de remédier à cette crise systémique ! Il est nécessaire d'instaurer une justice environnementale et sociale et de refondre les modèles de développement, afin qu'ils soient écologiquement soutenables et socialement justes. C'est la survie de l'humanité qui est en jeu. Outre les enjeux strictement climatiques, il faut impérativement travailler sur les causes. La gestion des ressources naturelles, au cœur du modèle économique mondialisé, doit être repensée. Aujourd'hui plus que jamais, les principes de la Déclaration de Rio, traduits dans le Rapport Brundtland, doivent être appliqués, en particulier les principes de précaution, de participation des populations, et de responsabilité (pollueur-payeur).

Les pays du Sud sont et seront frappés de manière disproportionnée, alors qu'ils ne sont pas les principaux responsables puisqu'ils émettent peu de GES par habitant. Les pays industrialisés, du fait de leur responsabilité historique dans le réchauffement planétaire et de leur capacité à financer, et sur base du principe de responsabilité commune mais différenciée, doivent donc tendre à réparer cette injustice climatique et assumer leurs responsabilités en repensant le modèle économique, en adoptant un mode de gestion des ressources naturelles plus raisonné et en aidant le Sud à s'adapter aux changements climatiques.

L'information et la responsabilisation de nos politiciens, mais aussi des entreprises, et des citoyens que sont les consommateurs, au Nord comme au Sud, doit être mise en avant pour favoriser ce changement.

⁸ *The Stern Review on the Economics of Climate Change*, Sir Nicholas Stern, Novembre 2006.

Rapport disponible sur : www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm

L'exploitation durable et le partage équitable des ressources planétaires impliquent une remise en cause radicale du modèle de (sur)consommation des pays riches. Les consommations de matières premières devront être réduites d'un facteur 3 à 5 dans les pays riches dans les prochaines décennies. Cet impératif doit se traduire par l'émergence d'une économie nouvelle, dont la sobriété en terme de ressources naturelles et d'énergie sera un critère prédominant. Il revient aux pouvoirs publics de mettre en place un cadre public, fiscal, économique, éducatif, etc. pour permettre, imposer et encourager tout à la fois cette transition colossale de l'économie. Un accompagnement sera nécessaire pour que la transition soit suffisamment ambitieuse et rapide, notamment pour la formation des travailleurs et la création de nouveaux emplois, parallèlement à la réduction de certains secteurs économiques incompatibles avec ces exigences.

Les différentes composantes des sociétés civiles et les mouvements sociaux, au Nord comme au Sud, travaillent à la proposition d'alternatives globales, à la généralisation des alternatives. Des convergences se font jour de toutes parts pour dénoncer des modes de production et de consommation insoutenables, remettre les impératifs sociaux et écologiques au centre des sociétés humaines, et redonner à l'économie et la finance leur simple place d'outils parmi d'autres pour parvenir aux fins.

Les partenaires du programme européen « Une seule planète »⁹, pour une Gestion durable des Ressources naturelles, demandons d'engager les changements suivants :

- La responsabilité juridiquement contraignante, et la régulation des acteurs privés, à commencer par les entreprises multinationales occidentales.
- La participation des citoyens à l'ensemble des décisions qui les concernent. Notamment, les populations locales doivent être des parties prenantes à part entière dans l'exploitation et la gestion des ressources naturelles.

Nous interpellons les décideurs et les citoyens, en vue du sommet de Copenhague et au-delà, pour la mise en œuvre de ces recommandations.

⁹ * FRANCE : CRID, 4D, AITEC-IPAM, Association française les Petits Débrouillards, CCFD, CGT, Fédération Artisans du monde, Les Amis de la Terre, Oxfam France – Agir Ici, PEKEA, Ritimo. BELGIQUE : CNCD – 11.11.11. SLOVAQUIE : SPIRALA, eRko. HONGRIE : Védegylet-Protect the future. SENEGAL : CONGAD. COTE D'IVOIRE : INADES. RDC : Réseau Ressources Naturelles. INDONESIE : Wahli – Les Amis de la Terre
Partenaires associés : Greenpeace France - Plate-forme des ONG slovaques (MRVO) – Coalition Climat Belge – Confédération européenne des syndicats – laboratoire Gecko-Paris X.